

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 04/02/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/12/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ALUMINIUM DUNKERQUE SAS**

Port 8505-8505 Route de la Ferme Raevel  
BP 81  
59279 Loon-Plage

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G1\Aluminium  
Dunkerque\_Loon\_Plage\_0007000683\2\_Inspections\2025 12 08 exercice POI  
Code AIOT : 0007000683

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/12/2025 dans l'établissement ALUMINIUM DUNKERQUE SAS implanté Port 8505- ZIP OUEST BP 81 59279 Loon-Plage. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ALUMINIUM DUNKERQUE SAS
- Port 8505- ZIP OUEST BP 81 59279 Loon-Plage
- Code AIOT : 0007000683
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Aluminium Dunkerque exploite sur le territoire des communes de Loon-Plage et Gravelines une usine de production d'aluminium primaire en cuves d'électrolyse. Le site est organisé autour de 4 secteurs principaux :

- le secteur carbone dédié à la fabrication des ensembles anodiques utilisés dans les cuves d'électrolyse. Ces ensembles sont constitués d'un mélange de coke et de brai ;
- le secteur électrolyse chargé de la production de l'aluminium liquide par électrolyse. Il est constitué de 2 séries de 132 cuves identiques parcourues par un courant électrique de fort ampérage ;
- le secteur fonderie qui transforme l'aluminium liquide reçu de l'électrolyse en produits finis par affinage, addition de métaux d'alliage dans 8 fours, puis mise en forme (plaques et lingots) ;
- le secteur maintenance / captation, chargé de la maintenance, du traitement des gaz issus des cuves d'électrolyse et de la gestion des utilités.

L'établissement relève du régime de l'autorisation et il est classé SEVESO seuil haut. Le site relève également de la directive IED.

La visite porte sur la réalisation d'un exercice Plan d'Opération Interne (POI) réalisé en salle et sur le terrain avec comme scénario un accident au secteur Fonderie.

#### Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exercice POI	Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 55	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le déploiement du plan d'opération interne et l'intervention sur le terrain apparaissent maîtrisés lors de l'exercice du 08/12/25 concernant l'explosion au sein de la fonderie suite à un contact Eau/Aluminium liquide. L'Inspection formule 7 observations pouvant servir à améliorer la gestion des accidents.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exercice POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 55
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu d'établir un plan d'opération interne (P.O.I.) qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il en assure la mise à jour permanente et au moins une fois tous les trois ans ainsi qu'en particulier, à chaque modification d'une installation visée, à chaque modification de l'organisation et à la suite de mouvements de personnels susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'application de ce plan. Ce plan doit être facilement compréhensible. Il contient a minima : <ul style="list-style-type: none"><li>• les actions à entreprendre dès le début du sinistre et la dénomination (nom et/ou fonction) des agents devant engager ces actions ;</li></ul>

- pour chaque scénario d'accident issu de l'étude des dangers, les actions à engager pour gérer le sinistre en fonction des conditions météorologiques ;
- les principaux numéros d'appels ;
- des plans simples de l'établissement sur lesquels figurent : les zones à risques particuliers (zones où une atmosphère explosive peut apparaître, stockages de produits inflammables, toxiques, comburants ...) ; l'état des différents stockages (nature, volume ...) ; les organes de coupure des alimentations en énergie et en fluides (électricité, gaz, air comprimé ...) ; les moyens de détection et de lutte contre l'incendie ; les réseaux d'eaux usées (points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques) ;
- toutes les informations permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés ... en cas de pollution accidentelle et en particulier : la toxicité et les effets des produits rejetés ; leur évolution et leurs conditions de dispersion dans le milieu naturel ; la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux ; les méthodes de destruction des polluants à mettre en œuvre ; les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune ou la flore exposées à cette pollution ; les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses. Les fiches de données de sécurité de l'ensemble des produits présents sur site doivent figurer dans un classeur annexé au P.O.I.. Ce plan est transmis à Monsieur le Préfet de département, au Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Économiques de Défense et de la Protection Civile, à Monsieur le Sous-Préfet de Dunkerque, à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Hauts-de-France (en double exemplaire), à Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, ainsi qu'au Responsable du Centre de secours de GRAVELINES. Il est par ailleurs tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours. Lors de l'élaboration de ce plan ou lors de ses révisions, l'exploitant définit des actions à engager cohérentes avec l'étude des dangers de l'établissement et avec les prescriptions édictées par le présent arrêté. Le préfet peut demander la modification des dispositions envisagées. Ce plan est testé régulièrement afin notamment de permettre de coordonner les moyens de secours de l'exploitant avec ceux des pompiers. La périodicité des exercices mettant en œuvre le P.O.I. ne peut dépasser 1 an. L'exploitant informe l'inspection des installations classées des dates retenues pour les exercices. Il lui en adresse les comptes-rendus dans le mois suivant la réalisation de l'exercice.

### Constats :

L'exercice POI du site Aluminium Dunkerque s'est déroulé le 08/12/2025 en présence de l'inspection des installations classées.

Le scénario joué est celui d'une explosion au sein de la fonderie après contact eau/aluminium liquide. Le scénario en question est intégré à la fiche réflexe ADK-USINE-ELT12-POI-0002. Elle est jointe en annexe n°1 (confidentielle). Cette fiche contient :

- les événements pouvant initier un scénario ;
- les scénarios des actions immédiates à mettre en place pour intervenir et mettre en sécurité les installations :
  - utilisation d'eau pulvérisée uniquement
  - appel du CPU
  - déclenchement du POI
  - appel poste de garde
  - arrêt des équipements de productions

- coupures des énergies (gaz, eau, électricité)
- point de situation avec le Directeur des Opérations de Secours (DOS) dès son arrivée

Préparation de l'exercice :

3 inspecteurs de l'environnement sont présents pour cet exercice POI : Un en salle de crise, un sur le terrain et un en salle coordination de l'exercice.

Chaque participant "organisateur" reçoit une fiche avec les attendus de l'exercice. La fiche récapitule le déroulé théorique et les points d'observations par fonction.

Les salariés affectés à la production ne seront pas mobilisés. Certaines personnes expérimentées sont écartées pour faire jouer les autres et rajouter de la difficulté. Des complexifications sont prévues : rupture canalisation gaz, arrivée de journaliste au poste de garde, pronostic vital engagé de la victime (communication vers proche).

Déroulé de l'exercice :

09h07 : lancement de l'exercice (départ de la "victime" vers le lieu de l'accident)

09h24 : appel de la fonderie pour le poste de garde

09h25 : le poste de garde indique arriver avec une remorque poudre

09h26 : appel du poste de garde au chef pompier qui demande de l'aide pour conduire l'ambulance

09h28 : départ de l'ambulance (3min30 de délai)

09h29 : demi tour de l'ambulance (oubli des infirmières)

09h30 : ouverture de la cellule de crise

09h33 : premières arrivées dans la cellule (4 personnes dont le directeur des opérations internes (DOI), Adjoint DOI, responsable logistique et secrétariat)

09h35 : récapitulatif des informations au DOI (explosion avec plusieurs blessées)

09h36 : manque d'informations par rapport aux infirmières

09h37 : Point de situation fait par la fonction "situation" au DOI qui s'interroge vis-à-vis des effets dominos

09h38 : les tâches sont priorisées : deux personnes sont blessées, le DOI interroge sur l'appel des pompiers.

09h39 : appel au 15 réalisé en direct avec bilan flash (une des personnes ne sait pas ce que c'est)\* remplissage des tableaux informations sinistre

arrivée d'une autre personne qui prend la fonction renseignement

09h41 : départ de la fonction CRM (centre de regroupement des moyens) pour le poste de garde évacuation générale de la fonderie

09h42 : plusieurs départs de feux sont simulés, la consignation des réseaux gaz et eau est demandée (les localisations sont données)

09h43 : la consignation électrique est demandée, la localisation est décrite également questionnement sur l'ampleur du feu

09h44 : quelques membres de la cellule de crise ont du mal à trouver leurs fiches réflexes

09h45 : l'ambulance vient d'arriver en zone CRM. L'ambulance cherche quelqu'un pour les guider arrivée d'une personne prenant en charge la fonction communication

La communication au sein de la cellule de crise avec l'arrivée de la cellule communication est difficile pendant 2 minutes

09h47 : L'exploitant simule des personnes choquées par la vue des blessées arrivées d'une personne préposée pour gérer les dommages psychologique, elle est également chargée de fournir la liste des produits de décomposition des fumées de l'incendie par rapport aux produits chimiques présents en fonderie

09h48 : les DOI et Adjoint DOI ne savent pas le nombre de blessé exact (1 ou 2)

09h50 : qu'est ce qui brûle, deuxième fois que c'est demandé ? (le DOI effectue la demande)

09h51 : combien de victime(s) ? les DOI et Adjoint DOI ne savent toujours pas

09h52 : les RH ne répondent pas. Le DOI n'a pas d'informations sur comment les contacter.

09h53 : point de situation : deuxième blessés acouphène et état du feu (le DOI effectue la demande du point de situation)

information de l'organisateur de l'exercice POI : pompier part en électrolyse

09h54 : arrivée du SDIS en cellule de crise

Un briefing de l'officier de liaison du SDIS est réalisé.

09h55 : arrivée d'une autre personne en cellule de crise, celle-ci ne trouve pas de fonction à remplir

09h57 : La mission communication appelle l'inspecteur du site (Celle-ci n'indique pas que c'est un exercice sur le message vocal)

09h59 : Un point de situation de la référente communication est réalisé à l'adjoint DOI

La communication en cellule de crise n'apparaît pas fluide

10h00 : information demandée sur évacuation et niveau d'incendie (le DOI effectue la demande)

10h01 : deux personnes ne font rien dans la cellule de crise

Il est remonté en cellule de crise que l'incendie est éteint et que le comptage des personnes est terminée.

10h03 : journaliste sur le parking indiqué (augmentation de la difficulté du scénario introduite par l'organisateur de l'exercice POI)

10h04 : bilan état de la blessée (blessure grave) fait par la fonction renseignement au DOI

10h05 : la personne cherche encore les FDS sur l'écran (depuis 09h47)

10h08 : le père de la victime veut être rappelé (augmentation de la difficulté du scénario introduite par l'organisateur de l'exercice POI)

10h10 : l'utilisation du téléphone fixe apparaît compliquée

10h12 : les constantes de la victime sont bonnes

10h14 : la fin de l'exercice est annoncée

Il est apparu, lors de cet exercice, une bonne maîtrise globale du déploiement du plan d'opération interne. La cellule de crise s'est montée rapidement. Les intervenants ont globalement bien rempli les rôles qui leur étaient attribués dans le cadre de l'exercice POI.

Dans un souci d'amélioration du plan d'opération interne et des fiches réflexes associées,

l'inspection des installations classées formule les remarques suivantes :

Observation n°1 : Les canaux de communication internes sont saturés d'informations. Une mise en place de différents canaux, plus ou moins prioritaires pourrait aider à une meilleure communication.

Observation n°2 : Le suivi des actions demandés par la cellule de crise au terrain n'est pas effectué (comment les agents sur le terrain ont-ils joué la coupure des utilités ?).

Observation n°3 : Bien qu'il s'agisse d'un exercice, les mails d'informations aux autorités (préfecture, mairie, DREAL) ne se sont pas envoyés. Il convient de résoudre le problème technique lié à la transmission.

Observation n°4 : Les participants à la cellule de crise ont perdu du temps vis-à-vis d'actions simples : se procurer les fiches réflexes de son rôle, se procurer le talkie-walkie, déverrouiller l'ordinateur pour la communication (ne trouvait pas le mot de passe), utiliser l'écran interactif pour la recherche des FDS, utilisation du téléphone fixe, oubli des infirmières ... Les outils doivent être facile d'utilisation ou plus régulièrement maniés.

Observation n°5 : Au sein de la cellule de crise la communication n'était pas fluide. Chaque personne prenant la parole à la volée. Peu de points de situation ont été demandés par le DOI. La fonction renseignement a eu pour bonne pratique de s'isoler afin de recueillir les informations avant de les transmettre au DOI, ce qui a permis une meilleure clarté dans la salle de gestion de crise.

Observation n°6 : Certaines fonctions dans la cellule de crise ont échangé leurs responsabilités, notamment le tableau "Informations sinistre" qui a été rempli par la fonction logistique plutôt que la fonction renseignement.

Observation n°7 : Une trentaine de minutes après l'ouverture de la cellule de crise, des salariés s'annoncent pour participer à l'exercice mais n'étant finalement pas nécessaires, décident de rester dans la salle en tant qu'observateur. Bien qu'il soit intéressant de sensibiliser un maximum de personne à la gestion de crise, il apparaît judicieux de limiter l'accès à la salle de crise, étant donné sa taille restreinte et l'ambiance générale déjà intense y régnant. Le DOI doit rester maître de l'ambiance dans la cellule de crise.

\* le bilan flash : Il consiste pour l'intervenant à estimer en tout premier lieu si la situation est gérable avec les moyens sur place et, le cas échéant, transmettre immédiatement une demande de renfort (par exemple, dans le cas où le nombre de victimes serait trop important pour l'équipe) ; si la situation est gérable avec les moyens sur place, l'intervenant, si envoyé par une régulation (type SAMU ou SDIS), prévient de son arrivée sur place.

L'intervenant observe l'environnement auquel il est confronté, et détermine la nature de l'intervention et si des dangers sont présents. Dans ce cas-là et en fonction de ses possibilités, il met en place la protection nécessaire. Puis il évalue l'état de la victime, en déterminant son âge et son sexe et en l'interrogeant, ainsi que l'entourage (si possible) sur ce qu'il s'est passé. Il peut ainsi vérifier que les informations obtenues au départ sont correctes.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra, sous un mois, un plan d'action tenant compte des observations formulées ci-avant afin d'améliorer le déploiement de son POI.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>